

NICOLAS SARKOZY ET L'AFRIQUE

LE MAINTIEN DE LA FRANÇAIFRIQUE

Le président Nicolas Sarkozy a effectué jeudi et vendredi derniers une tournée éclair de 36H dans trois pays africains, la République démocratique du Congo, le Congo et le Niger.

APRÈS le Sénégal et le Gabon en juillet 2007, l'Afrique du Sud en février 2008 c'est le 3ème voyage effectué par N. Sarkozy en

Afrique.

Entre les discours prononcés à Dakar le 26 juillet 2007, au Cap le 27 février 2008 et ceux de mars 2009 à Kinshasa et à Brazzaville, il est difficile apparemment de voir une ligne cohérente.

Mais il y a les mots et les faits. Derrière les discours souvent grandiloquents, les déclarations d'intention, s'affichent aussi l'opportunisme de circonstance, la condescendance, le cynisme des intérêts des grandes sociétés françaises.

N. Sarkozy avait affiché sa volonté, durant la campagne présidentielle de rompre avec l'attitude néo-colonialiste de ses prédécesseurs.

Force est de constater que la Françafrique de De Gaulle à Mitterrand et J. Chirac est toujours présente.

Le dernier voyage de N. Sarkozy confirme le caractère néo-colonial de la démarche française en Afrique.

La Françafrique : rupture ou continuité ?

Lors de la campagne électorale présidentielle en 2007, N. Sarkozy s'était montré comme le candidat de la rupture. Il avait adopté la même posture à l'égard des questions internationales. Lors de la conférence de presse du 1er mai 2007, N. Sarkozy avait exposé les grandes lignes de sa future politique extérieure : garantir la sécurité et l'indépendance de la France, défendre la liberté et les droits de l'Homme dans le monde, préserver les intérêts économiques de la France.

Dans ce cadre, déclarait-il, «*Nous redéployerons notre force diplomatique sur cette partie du monde qu'est l'Asie, mais l'Afrique ne sera pas abandonnée*». Et, s'agissant de l'Afrique, il ajoutait : «*Il nous faut nous débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires maffieux... Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits maffieux*».

Ainsi, semble-t-il, il annonçait la fin de la «*Françafrique*» marquée par un néocolonialisme honteux, les ingérences politiques et militaires, le soutien aux régimes dictatoriaux, le pillage des richesses par les sociétés françaises.

Or, après deux ans de présidence, force est de constater qu'il y a loin des discours aux actes :

- les réseaux maffieux ou non existent toujours,
- le soutien plus discret aux «*hommes forts*» est toujours là, d'Omar Bengo au Gabon, à Denis Sassou Nguesso au Congo, à Paul Biya au Cameroun...

- Ingérences politiques et militaires : comment appeler autrement l'aide apportée à Idris Deby au Tchad contre sa rébellion, le stationnement des troupes françaises à la frontière du Soudan, d'abord en tant que telles puis sous commandement européen, puis sous commandement de l'ONU.

- condescendance néo-coloniale : comment appeler autrement les discours à l'Université de Dakar, l'intervention lors de l'affaire de l'Arche de Zoé,

- le recours au droit d'ingérence et l'humanitaire au Tchad comme au Soudan.

Des changements sont intervenus : réconciliation avec la Côte d'Ivoire, réconciliation avec le Rwanda (faut-il y voir aussi le désir de suivre la politique américaine, le Rwanda étant un allié des États-Unis ?) : ils indiquent une nouvelle orientation mais non un changement de politique.

Autre changement d'orientation : les rivaux ne sont plus les mêmes.

Alors que sous la présidence de J. Chirac, il s'agissait de défendre le «*précarré*» français contre les ambitions américaines, il s'agit désormais de s'opposer à l'influence chinoise. C'est la terreur des discours prononcés à Brazzaville au Congo et à Niamey au Niger.

À Brazzaville, il a promis de demander l'annulation de la dette de la part des pays riches mais à condition qu'il n'y ait pas de nouvel endettement auprès

sément des luttes importantes menées contre la colonisation.

Il a, en effet, dénoncé les crimes commis par les colonisateurs mais aussi reconnu les bienfaits de la colonisation, refusant ainsi toute repentance, regretté que «*l'homme africain*» ne soit pas entré dans «*la modernité*» (c'est à dire la mondialisation) : «*Le colonisateur a pris mais il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des écoles... mais n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains, des génocides, des dictateurs, du fanatisme de la corruption... L'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Il n'y a pas de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès... Jamais il ne s'élance vers l'avenir*».

En revanche au Cap le 27 février 2008, il a loué «*la renaissance africaine*», l'Unité africaine, la démocratie de l'Afrique du Sud et a promis d'agir pour

L'intérêt géostratégique et économique du voyage présidentiel

N. Sarkozy promet l'aide économique de la France à l'Afrique mais il a renoncé à l'aide de 1,4 milliard d'euros pour la santé promise en février 2008 au Cap.

«*La France n'a pas vocation à maintenir des forces armées en Afrique*» a déclaré N. Sarkozy au Cap.

Dans le cadre de sa participation accrue à l'OTAN et du renforcement du lien transatlantique, la France réoriente son déploiement militaire vers le Moyen Orient et l'Asie : création d'une base militaire à Abu Dhabi. Les cinq bases permanentes françaises (Côte d'Ivoire Centrafrique, Gabon, Sénégal, Djibouti) devront donc sinon disparaître, du moins être réduites. Le Livre Blanc de la défense évoque ce redéploiement.

Mais cela n'empêche nullement les

L'ADF doit lancer des projets dans le secteur de l'enseignement. Le voyage au Congo, était plus politique qu'économique. Il s'agissait d'une part d'affirmer l'appui de la France à l'éligibilité du Congo à l'initiative pour les pays pauvres très endettés (+PPTE) mise en oeuvre par le FMI et la Banque mondiale, ce qui permettrait au pays de voir diminuer sa dette de 90% en contrepartie d'engagements fermes en matière de transparence et de lutte contre la corruption. Cette annulation de la dette serait pour le président Sassou Nguesso, candidat à la prochaine présidentielle, un tremplin politique de premier ordre.

Néanmoins, en même temps, N. Sarkozy n'a pas oublié son ami Bolloré. L'AFD a, en effet, accordé un prêt de 29 millions d'euros pour moderniser le port de Pointe Noire. Le prêt remboursable en 15 ans doit permettre de mettre en place des superstructures d'exploitation et de donner à ce port, le plus important en eau profonde dans le Golfe de Guinée, une compétitivité mondiale.

Le groupe Bolloré s'est engagé à investir 570 millions d'euros sur 27 ans à partir de 2009 pour la concession du terminal à containers. Pour autant, pour montrer sa neutralité, apparente, N. Sarkozy a accepté de recevoir l'opposition congolaise avant son départ pour le Niger, créant ainsi un climat de consensus.

Mais au plan économique, la partie la plus importante du voyage a été le Niger, car il s'agissait de l'approvisionnement en uranium de la France. Le Niger est le 3e producteur mondial d'uranium derrière le Canada et l'Australie.

Depuis de nombreuses années (40 ans), le groupe Areva exploite des gisements d'uranium, exploitation qui couvre le 1/3 des besoins français en uranium.

Or, le groupe Areva est critiqué pour son exploitation dangereuse pour l'environnement et la santé des riverains. N. Sarkozy a donc participé avec le PDG d'Areva Anne Lauvergeon à une réunion de l'ITTE (Initiative pour la transparence des industries extractives, regroupant des ONG, des compagnies minières et le gouvernement nigérien).

Mais la société civile n'a pas participé à cette réunion qui a été en fait une réunion entre les deux gouvernements français et nigérien.

Des garanties auraient été données, garanties nécessaires pour le Niger. En effet, le groupe Areva a arraché in extremis le contrat avant la Chine en acceptant de relever de 50% le prix de vente pour l'exploitation du gisement d'Imourarem mais aussi pour les autres gisements déjà exploités. Areva devrait ainsi doubler sa production d'ici 2012.

Les recettes du Niger devraient augmenter mais il n'est pas sûr que cela profitera aux populations locales. C'est d'ailleurs l'une des revendications principales des rebelles touaregs au Nord Niger qui estiment être écartés des retombées économiques de l'exploitation d'uranium et alors que le Niger est un des pays les plus pauvres de l'Afrique.

Les dirigeants africains partagent selon N. Sarkozy les valeurs de «*démocratie et des droits de l'homme*» (et en partie les bénéfiques) mais les populations africaines restent toujours misérables.

Nicolas Sarkozy à Niamey avec le président Nigérien M. Tanja.



de la Chine. A Niamey, il s'est réjoui de la préférence accordée à la France sur la Chine pour la concession du gisement d'uranium d'Imourarem. «*Le but de mon voyage, c'est vraiment que la France soit au côté de l'Afrique, qu'elle reprenne toute notre place mais dans la transparence... sans secret*».

En somme, la Françafrique décomplexée et quelque peu désinvolte puisqu'il n'a fallu que 36H et trois discours dans trois pays différents pour mener à bien les négociations.

Notons que ce dernier voyage intervient à quelques mois d'une échéance électorale au Congo au Niger et en République démocratique du Congo, ce qui n'est sans doute pas un hasard de calendrier.

De Dakar, au Cap et à Kinshasa : l'idéologie sarkozienne

Y a-t-il une conception idéologique (et économique) des relations de la France avec l'Afrique, selon Sarkozy ou bien obéit-il aux contraintes de la Realpolitik ? Les deux sans doute, idéologie néo-coloniale et réalisme politique se conjuguent.

À Dakar, le 26 juillet 2007, N. Sarkozy a prononcé un discours à l'Université qui a profondément choqué les Africains et qui dénote une profonde méconnaissance de l'Afrique et préci-

reconnaitre la place de l'Afrique du Sud au conseil de sécurité de l'ONU. À Kinshasa, après avoir défendu devant les parlementaires congolais sa thèse d'une relation franco-africaine «*renouée*» débarrassée des pesanteurs du passé» et des soupçons, il a voulu corriger les déclarations faites à Paris sur un partage de «*l'espace*» et des richesses minières de la République démocratique du Congo avec le Rwanda, le Burendi, l'Ouganda, la Tanzanie et même le Kenya, il a proposé à ces états de donner un «*nouvel élan*» à leur coopération autour de «*projets qui fédèrent*».

Il a ainsi donné l'exemple de la coopération militaire entre la RDC et le Rwanda pour combattre la rébellion hutu au Nord-Kivu (au contraire dénoncée par des parlementaires congolais) et salué un «*géant*» africain estimant que «*la vocation du Congo n'est pas d'être le maillon faible de l'Afrique centrale*» mais sa «*colonne vertébrale*».

Des déclarations contradictoires ? Pas tellement si on veut bien relever le paternalisme donneur de leçons, distribuant les bons et mauvais points, un paternalisme cynique et désinvolte différent de paternalisme bon enfant de J. Chirac mais tout aussi, sinon plus encore, soucieux de défendre les intérêts des grandes sociétés françaises : Areva, Total, Bolloré, Bouygues et Vinci.

interventions militaires par la Force de réaction rapide (en s'appuyant sur les accords de défense) parfois sous couvert de l'Union européenne (Tchad, RDC pour «*sécuriser*» l'élection présidentielle).

N. Sarkozy évoque la «*transparence*» dans les relations mais les accords conclus restent opaques.

L'implantation économique et culturelle française a lieu via l'agence française de développement (ADF).

Du voyage présidentiel, on retiendra essentiellement les accords économiques.

En RDC, plusieurs accords ont été signés portant sur l'exploitation des mines, les transports et la francophonie.

Dans le domaine des mines, un accord a été signé avec le groupe Areva prévoyant un partenariat entre la Gecamines (ex-société belge, devenue société nationale minière congolaise) pour l'exploitation de l'uranium sur tout le territoire de la RDC. France Telecom devrait s'implanter. Vinci a gagné l'appel d'offres pour la réhabilitation de la piste de l'aéroport international de Nadjili à Kinshasa (37 milliards d'euros).

Des ouvertures ont été faites à plusieurs entreprises : Lafarge (ciment) Alstom pour la réhabilitation des turbines de la centrale hydro-électrique d'Inga II, Suez et Véolia pour l'eau et l'électricité.